

## Déclaration des biens immobiliers : ça coince à Lorient, les syndicats dénoncent un fiasco



Par [Dominique Morvan](#)

Le 26 juin 2023 à 15h15

La nouvelle procédure de déclaration des biens immobiliers crée des remous à Lorient, même si la date limite vient d'être repoussée au 31 juillet. Au centre des impôts, les agents peinent à absorber le flux de contribuables. Les syndicats dénoncent un fiasco.



Ce lundi matin, les contribuables sont encore nombreux à patienter devant le centre des finances publiques de Lorient. (Le Télégramme/Dominique Morvan)

Une file d'attente de plusieurs mètres sur le trottoir, des agents des impôts submergés et des contribuables parfois sur les nerfs. À Lorient, la nouvelle procédure de déclaration des biens immobiliers ne fait pas que des heureux. Ce n'est pas Reine qui dira le contraire. Ce lundi 26 juin, peu après 10 h, l'Hennebontaise de 84 ans se présente à l'accueil du centre des finances publiques. La file d'attente est dense. Elle patiente avec, en mains, son courrier des impôts. « Je ne comprends rien et je n'ai pas internet. Ils auraient dû nous envoyer un papier à remplir ! », s'agace la retraitée.



Pour réduire l'attente des contribuables, deux agents des impôts et un vigile sont à l'œuvre. (Le Télégramme/Dominique Morvan)

Tout était censé se faire en ligne. Une démarche complexe pour bon nombre de personnes âgées. C'est le cas d'Yvette, également octogénaire. Elle non plus n'a pas internet et tout cela la stresse. Après quelques minutes d'attente, elle affiche un grand sourire en apprenant qu'elle va être reçue. « Tant mieux, je préfère voir des gens. »

Plus fluide mais toujours aussi stressant

Passé le stress des premiers instants, les contribuables repartent soulagés. Ce lundi, l'attente est finalement assez courte. Deux agents des impôts et un vigile fluidifient le tout. Ils restent calmes, même lorsque l'agacement monte. Celui de Françoise, par exemple. La Lorientaise de 71 ans fait la queue pour la seconde fois. « Je suis déjà venue les voir et depuis, j'ai reçu un e-mail disant que ce n'était pas bon, alors je reviens », persifle la retraitée. Elle est vite rassurée. Des courriers de relance ont été adressés, y compris à des gens qui avaient déjà fait le nécessaire. Ouf !



L'intersyndicale Finances Publiques (Solidaires, CFDT, CGT et FO) du Morbihan monte au créneau. (Le Télégramme/Dominique Morvan)

Cette déclaration des biens immobiliers, c'est un transfert du travail vers l'utilisateur. On lui demande de pallier nos manques

D'autres, comme Béatrice ou Nicole, peinent à retrouver le sourire. Elles n'ont pas attendu longtemps puisqu'on leur a rapidement donné un imprimé à remplir. Mais les voilà en quête d'un crayon et d'un rebord de fenêtre pour en finir immédiatement et éviter tout risque de payer l'amende à 150 euros prévue pour les têtes en l'air.



Venue faire la déclaration pour sa maman, Béatrice a récupéré un imprimé qu'elle a rempli sur le rebord d'une fenêtre du centre des finances publiques. (Le Télégramme/Dominique Morvan)

« Alors qu'elles auraient pu le faire tranquillement chez elles. C'est la preuve que le tout numérique ne fonctionne pas », s'agacent des membres de l'intersyndicale Finances publiques (Solidaires, CFDT, CGT et FO).

**À lire** sur le sujet [En France, « on devrait toujours pouvoir déclarer ses biens sur papier »](#)

« Un cauchemar pour les agents »

Ces derniers pointent aussi du doigt les conditions d'accueil du public. « Jeudi dernier, 350 personnes sont venues en une matinée à Lorient, 250 le vendredi. Les gens attendent en plein soleil avec les chaleurs qu'il fait. Il n'y a pas un barnum, pas d'eau, pas de chaise. La semaine dernière, une dame de 83 ans a fait un malaise. » Pour éviter le coup de chaud, certains contribuables s'installent devant le centre des finances, dès 7 h, alors qu'il ouvre à 8 h 30. Dans la file, peu savent que [la date limite, initialement fixée au 30 juin, a été reportée au 31 juillet.](#)

Les syndicats dénoncent « un fiasco » pour les usagers et « un cauchemar pour les agents ». Après une campagne d'impôts sur le revenu déjà chargée, le personnel encaisse comme il peut. L'intersyndicale parle de 14 000 e-mails en souffrance au service du cadastre morbihannais, basé à Ploërmel, et environ 2 500 au centre des impôts de Lorient. « Les plus anciens nous ont été envoyés il y a six mois ». L'accueil téléphonique est aussi saturé. « C'est quasi impossible de nous joindre », souffle un syndicaliste. Pour lui et ses collègues, cette nouvelle procédure symbolise la réduction de leurs moyens depuis des années. « Cette déclaration des biens immobiliers, c'est un transfert du travail vers l'usager. On lui demande de pallier nos manques. On voit le résultat ! »